

# Pas de dissolution pour France Télévisions

Liminaire FO • 27 juin 2024

Qu'on le veuille ou non, la dissolution de l'Assemblée Nationale lorsqu'on détient « *la majorité que l'on sait* », est un aveu d'échec et d'impuissance.

**Mais Force Ouvrière ne s'immisce pas dans le débat politique qui appartient aux citoyens !**

Pour le reste, nous gardons notre liberté et notre indépendance, y compris dans notre entreprise, en particulier sur le projet de modification du règlement intérieur et sur le principe de neutralité.

Cependant, le texte doit être négocié.

**Le syndicat Force ouvrière est le seul à être parfaitement clair sur ses positions.**

Personne ne pourra dire le contraire.

Pour le projet Tempo, nous sommes de plus en plus inquiets de la situation financière de nos antennes du réseau.

Nous demandons à la direction d'être claire et honnête sur les finances actuelles du réseau.

Comme notre organisation syndicale l'avait anticipé et face à l'activité prévue, ce budget n'est pas tenable.

France Télévisions doit se doter d'un effectif cohérent avec l'activité revendiquée par Tempo.

Depuis le début du projet, notre organisation syndicale réclame 150 emplois supplémentaires.

C'est (à notre sens) la seule façon de travailler en pleine activité.

Nous faisons ce que nous pouvons avec ce que nous avons.

Mais ce que nous avons suffit-il à respecter ce que le Contrat d'Objectifs et de Moyens – le COM - nous impose ?

La réponse est non. Et L'accident industriel est patent.

\*\*\*\*

Concernant la ligne éditoriale, dans cette période électorale, nous laissons et nous faisons confiance aux journalistes pour faire leur métier.

Nous n'avons et nous n'aurons aucun conseil ou avis à leur donner.

Les journalistes ont (avant tout) besoin de sérénité pour travailler.

Nous ne laisserons pas toucher à la liberté d'expression pour tous, jamais.

\*\*\*\*

Concernant la gestion des frais des personnels, notamment de la Fabrique, sur les opérations des Jeux olympiques et paralympiques, la direction nous a écouté, et, grâce à nos revendications, nous avons pu obtenir une équité entre tous les salariés de France Télévisions.

Pour autant, nous ne pouvons être indifférents à la situation sociale actuelle, notamment dans notre entreprise.

Il n'y aura pas de trêve électorale ni olympique dans les revendications !

Pour **Force Ouvrière** qui, conformément à la tradition de l'indépendance syndicale, ne donnera aucune consigne de vote, ce qui est nécessaire, c'est de rester sur le terrain syndical pour porter nos revendications et défendre les intérêts des salariés des médias publics comme privés.

Quelques soient les résultats des élections législatives, notre organisation syndicale se battra sans faille pour le maintien d'une télévision de service public avec un financement fléché et pérenne.

La suppression de la redevance a été un coup de couteau dans le dos.

**FO, fidèle à ses principes, rappelle qu'elle a toujours combattu les atteintes aux libertés.**

**FO lutte au quotidien contre le racisme, la xénophobie et l'antisémitisme.**

Concernant les différentes mobilisations, en cours ou à venir, le syndicat Force Ouvrière et sa confédération laissent libre chacun de les rejoindre ou non.

Notre indépendance, ce sont nos revendications et notre combat pour le maintien de France télévisions dans le service public.